MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

COMITÉ NATIONAL DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

DIRECTION DE L'ECONOMIE/SECRETARIAT TECHNIQUE

N° 04-11 /CNPE/DE/ST

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail- Liberté-Patrie

CNPE-TOGO : RAPPORT DU 4ème TRIMESTRE 2011

UEMOA

Avril 2012

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION---------- 3

I. SECTEUR REEL ---------- 4
I.1. COMPTES NATIONAUX ---------- 4
I.1.1. ANNEE 2011 ---------- 4
I.1.2. ANNEE 2012 ---------- 8
I.1.3. L'EQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS ---------- 13
I.2. PRIX ET INFLATION ---------- 14
I.3. PLUVIOMETRIE ---------- 16

II. FINANCES PUBLIQUES ---------- 17
II.1. RECETTES ET DONS ---------- 17
II.2. DEPENSES ET PRETS NETS ---------- 18
II.3. SOLDES ET FINANCEMENT ---------- 18

III. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS ---------- 18
III.1. COMMERCE EXTERIEUR ---------- 18
III.1.1. EXPORTATIONS ---------- 18
III.1.2. IMPORTATIONS ---------- 19
III.1.3. BALANCE COMMERCIALE ---------- 20
III.2. BALANCE DES PAIEMENTS ---------- 20
III.2.1. REALISATIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS 2010 ---------- 20
III.2.2. ESTIMATIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS 2011 ---------- 22

IV. SECTEUR MONETAIRE ---------- 24
IV.1. AVOIRS EXTERIEURS NETS ---------- 24
IV.2. CREDIT INTERIEUR ---------- 25
IV.2.1. POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT ---------- 25
IV.2.2. CREDITS A L'ECONOMIE ---------- 25
IV.3. MASSE MONETAIRE ---------- 25

V. DETTE PUBLIQUE ---------- 25
V.1. DETTE EXTERIEURE ---------- 25
V.2. DETTE INTERIEURE ---------- 26

VI. ANALYSE DES CRITERES DU PACTE DE CONVERGENCE, DE STABILITE, DE CROISSANCE ET DE SOLIDARITE -- 27
VI.1. CRITERES DE PREMIER RANG ---------- 27
VI.1.1. SOLDE BUDGETAIRE DE BASE RAPPORTE AU PIB ---------- 27
VI.1.2. TAUX D'INFLATION MOYEN ---------- 28
VI.1.3. RATIO DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE ET EXTERIEURE RAPPORTE AU PIB NOMINAL ---------- 28
VI.1.4. NON ACCUMULATION D'ARRIERES DE PAIEMENTS SUR LA PERIODE DE LA GESTION COURANTE 28
VI.2. CRITERES DE DEUXIEME RANG ---------- 28
VI.2.1. MASSE SALARIALE SUR RECETTES FISCALES ---------- 28
VI.2.2. INVESTISSEMENTS FINANCES SUR RESSOURCES INTERNES RAPPORTES AUX RECETTES FISCALES 28
VI.2.3. SOLDE EXTERIEUR COURANT HORS DONS SUR PIB ---------- 28
VI.2.4. TAUX DE PRESSION FISCALE ---------- 28

CONCLUSION----------30

INTRODUCTION

Au quatrième trimestre 2011, la conjoncture économique mondiale a été marquée par la crise de la dette dans les pays de la Zone Euro qui a conduit les Etats à adopter des plans d'austérité budgétaire. Il est relevé dans la plupart des pays, une pression sur les marchés interbancaires et in fine, des difficultés dans le financement bancaire des entreprises. Dans ce contexte de ralentissement de l'économie mondiale, de durcissement de l'accès à la liquidité des banques et de repli attendu de l'inflation, la Banque Centrale Européenne a renforcé son soutien aux économies de la Zone, en abaissant à deux reprises, au cours du trimestre sous revue, son principal taux directeur.

Dans les pays émergents, l'activité économique demeure soutenue. Le principal risque porte sur le ralentissement de la demande en provenance des pays développés, qui devrait avoir un impact sur les exportations, et, partant, sur les investissements. Par ailleurs, le ralentissement de l'économie mondiale commence à avoir un impact sur l'économie de la Chine. Le trimestre sous revue a été le moins bon avec une augmentation du PIB en rythme annuel de 8,9%, une première depuis le deuxième trimestre 2008, du fait de la baisse des exportations, en liaison avec la récession qui menace l'Europe.

Aux Etats-Unis, la période sous revue, a été caractérisée par une accélération de la croissance économique tandis que l'Europe connait une croissance molle et le risque de récession dans certains Etats. Dans la Zone euro, il est relevé une propagation de la crise de la dette souveraine à d'autres pays, jusque-là épargnés. En dépit des mesures d'austérité prises, le chômage a atteint des niveaux records. En effet, selon les statistiques publiées par Eurostat, le taux de chômage est estimé à 10,4% en décembre 2011, le niveau le plus élevé depuis la création de la monnaie unique.

L'évolution des prix à la consommation dans l'UEMOA indique une légère décélération. Le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 3,8% à fin septembre 2011 à 2,5% à fin décembre 2011.

Au Togo, le quatrième trimestre 2011 a été marqué par une augmentation des recettes de l'Etat, un accroissement des dépenses courantes et des dépenses d'investissement. Au niveau des comptes monétaires, il est noté une progression des crédits à l'économie et de la masse monétaire.

Le présent rapport fait une analyse de la situation économique et financière à travers l'évolution des comptes macroéconomiques au titre du quatrième trimestre 2011.

I. SECTEUR REEL

I.1. Comptes nationaux

I.1.1. Année 2011

Les nouvelles estimations du PIB[1] fixent le taux de croissance réel à 4,9% en 2011 contre 4,0% en 2010. Cette évolution s'explique notamment par une meilleure performance des cultures de rente dont le coton et le café, et par la bonne tenue de certaines branches du secteur secondaire et du secteur tertiaire marchand.

La situation des différentes composantes du PIB se présente comme suit :

TABLEAU 1.1 : Situation des branches

PIB A PRIX CONSTANTS (Milliards de FCFA)	2010	2011	Variation en (%)
Secteur primaire (i)	437,4	459,6	5,1
Secteur secondaire (ii)	219,8	229,7	4,5
Secteur tertiaire (iii)	278,7	281,4	1,0
Prod Imp services bancaires	-36,6	-38,3	4,6
VAB Branches non marchandes	117,5	118,3	0,7
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	76,0	90,0	18,4
Droits et taxes à l'importation (DTI hors TVA)	47,7	55,4	16,1
Produit Intérieur Brut (PIB)	1140,6	1196,1	4,9
Variation (%)	4,0	4,9	

La valeur ajoutée (VA) du secteur primaire augmente de 5,1% contre 2,3% en 2010.

[1] Comité PIB, avril 2012

La situation des différentes branches se présente comme suit :

TABLEAU 1.2 : Situation des branches			
SECTEUR PRIMAIRE (Milliards de FCFA)	**2010**	**2011**	**Variation en (%)**
Secteur primaire (i)	437,4	459,6	5,1
Agriculture	322,0	338,5	5,1
Elevage	82,2	87,7	6,7
Forêt, pêche	33,3	33,5	0,6

Au niveau de "l'Agriculture", les principales productions se présentent comme suit :

TABLEAU 1.3 : Production du secteur primaire			
PRODUCTION VIVRIERE (Milliers de Tonnes))			
	2010	**2011**	**Variation en (%)**
MANIOC	908,8	998,5	9,9
IGNAME	710,5	727,8	2,4
MAIS	638,1	650,8	2,0
MIL ET SORGHO	295,9	293,6	-0,8
HARICOTS	76,2	76,5	0,4
ARACHIDE	46,5	47,4	1,9
RIZ PADDY	110,1	112,2	1,9
AUTRES	1421,4	1 485,2	4,5
TOTAL	4207,5	4 392,0	4,4
PRODUCTION DE RENTE (Milliers de Tonnes)			
	2010	**2011**	**Variation en (%)**
CAFE	9,6	10,4	8,2
CACAO	13,4	12,0	-10,7
COTON	46,9	80,0	70,6
PALMISTE	41,0	43,5	6,0
AUTRES	11,6	11,6	0,0
TOTAL	122,5	157,5	28,5

Globalement, la production des cultures vivrières progresse de 4,4% par rapport à 2010 et s'établit à 4.392,0 milliers de tonnes. Toutes les cultures ont enregistré des augmentations en 2011, sauf "le mil et le sorgho" qui est en légère régression. La production du manioc a enregistré le plus fort taux de croissance avec 9,9% par rapport à l'année 2010.

Au niveau des cultures de rente, la production est de 157,5 milliers de tonnes, en progression de 28,5 % par rapport à 2010. La culture du coton enregistre une forte hausse de 70,6% en raison de la redynamisation du secteur. La production du cacao a régressé de 10,7% tandis que celle du café a connu une hausse de 8,2%.

La contribution du secteur primaire à la croissance du PIB est de 1,9% contre 0,9% en 2010.

La VA du secteur secondaire enregistre une hausse de 4,5%. Au niveau des industries extractives, il est noté une hausse de 17,0% contre 2,1% en 2010. La VA du clinker est en hausse de 10,7% contre 2,3% en 2010 et celle du phosphate a progressé de 21,7% contre un recul de 2,9% en 2010. Les efforts de rénovation du matériel de production à la mine entrepris par la Société Nationale des Phosphates du Togo (SNPT) commencent à se concrétiser et expliquent cette progression de la production.

La situation de la VA des différentes branches du secteur secondaire se présente comme suit :

TABLEAU 1.4 : Situation des branches

SECTEUR SECONDAIRE (Milliards de FCFA)	2010	2011	Variation en (%)
Secteur secondaire (ii)	219,8	229,7	4,5
Industries extractives	30,0	35,1	17,0
Industries manufacturières	104,8	112,6	7,4
Electricité, Eau et Gaz	39,4	26,8	-32,0
BTP	45,6	55,2	21,1

Les industries manufacturières sont en hausse de 7,4%. La VA du chapitre **"Electricité, Eau et Gaz"** recule de 32,0% contre une progression de 10,1% en 2010. La VA des **"BTP"** a connu un taux d'accroissement de 21,1% contre 6,8% en 2010.

La production des industries extractives se présente comme suit :

TABLEAU 1.5 : Production des industries extractives (en Millions de tonnes)

	2010	2011	Variation en (%)
PHOSPHATE	0,70	0,87	24,5
CLINKER	1,06	1,20	13,3
CIMENT	1,19	1,47	23,7

La VA du secteur tertiaire marchand est en hausse de 1,0% contre 3,7% en 2010. Le recul de la branche **"Autres services marchands"** de 2,1% est compensé par la croissance des branches **"Commerce"**, **"Transports, Entrepôts et Communications"** et **" Banques, Assurances "** avec des taux respectifs de 3,0%, 1,1% et 1,8%.

La situation de la VA des différentes branches se présente comme suit :

TABLEAU 1.6 : Situation des branches			
SECTEUR TERTIAIRE (Milliards de FCFA)	**2010**	**2011**	**Variation en (%)**
Secteur tertiaire (iii)	278,7	281,4	1,0
Commerce	96,2	99,1	3,0
Transport, Entrepôts et Communications	82,5	83,4	1,1
Banques, Assurances	23,7	24,1	1,8
Autres services marchands	76,3	74,7	-2,1
Prod imp services bancaires	-36,6	-38,3	4,7
VA BRANCHES NON MARCHANDES (v)	117,5	118,3	0,7
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	76,0	90,0	18,5
Droits et taxes à l'importation (DTI hors TVA)	47,7	55,4	16,0

La contribution des différentes composantes de l'équilibre ressources-emplois (ERE) à la croissance du PIB se présente comme suit :

TABLEAU 1.7 : Contribution à la croissance		
CONTRIBUTION A LA CROISSANCE	**2010**	**2011**
PIB aux prix du marché	4,0	4,9
Consommation finale	6,2	7,4
Privée	6,4	8,0
Publique	-0,2	-0,6
Formation brute de capital fixe	3,2	2,1
Privée	0,2	0,1
Publique	3,0	2,0
Variation des stocks	-0,1	0,4
Exportations nettes de biens et services	-5,3	-5,0
Cohérence	4,0	4,9

Le PIB nominal est de 1.743,4 milliards de FCFA, en augmentation de 10,9% par rapport à 2010. L'indice du déflateur du PIB est en progression de 5,8% par rapport à 2010.

Le PIB nominal par habitant passe de 253.803,7 FCFA en 2010 à 273.815,1 FCFA en 2011.

I.1.2. Année 2012

La prévision de l'année 2012 repose sur l'hypothèse d'une progression de la production vivrière. Une augmentation de la production du coton est envisagée compte tenu des importantes réformes opérées dans la filière coton avec le démarrage des activités de la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT) et du retour escompté de la confiance des producteurs qui sont désormais représentés au Conseil d'Administration de la NSCT. La prévision du Comité de Coordination des Filières Café-Cacao (CCFCC) est retenue pour la production du café-cacao, tout comme celle des compagnies WACEM, CIMTOGO et FORTIA pour la production respectivement de clinker et de ciment. La production de phosphate augmenterait, très légèrement, suite à un début de concrétisation des efforts de rénovation des équipements de production entrepris par la SNPT. Au niveau des industries manufacturières, les prévisions des grandes entreprises sont orientées à la hausse, notamment dans l'industrie alimentaire.

La forte progression des dépenses publiques prévues dans le budget 2012 ainsi que la prévision à la hausse des exportations non traditionnelles dans la balance des paiements constituent des sources additionnelles de croissance en 2012. La hausse programmée des dépenses publiques en général et des dépenses en capital en particulier aura comme conséquence un accroissement important de la FBCF publique et, partant, celui des BTP. Cette situation profiterait aux industries connexes du bâtiment (clinker, ciment, fer à béton…).

Le principal facteur de risque demeure la vulnérabilité du Togo aux aléas climatiques et aux chocs sur les échanges extérieurs sans oublier la question de la gestion des excédents agricoles vivriers qui se pose suite au succès de la politique de relance de la production vivrière mise en œuvre par le Gouvernement depuis 2008.

Le taux de croissance du PIB réel en 2012 serait de 5,6% contre 4,9% en 2011.

La situation des différentes composantes du PIB se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.1 : Situation des branches			
PIB A PRIX CONSTANTS (Milliards de FCFA)	**2011**	**2012**	**Variation en (%)**
Secteur primaire (i)	459,6	480,7	4,6
Secteur secondaire (ii)	229,7	261,5	13,9
Secteur tertiaire (iii)	281,4	296,5	5,4
Prod Imp services bancaires	-38,3	-40,4	5,5
VA Branches non marchandes	118,3	119,3	0,8
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	90,0	93,9	4,3
Droits et taxes à l'importation (DTI hors TVA)	55,4	52,0	-6,1
Produit Intérieur Brut (PIB)	1196,1	1263,5	5,6
Variation (%)	4,9	5,6	

Le taux de croissance du secteur primaire serait de 4,6% contre 5,1% en 2011. La VA des cultures vivrières progresserait de 2,0% contre 3,5% en 2011 et celle des cultures de rente serait en hausse de 19,8% impulsée par le café et le coton.

La situation des différentes branches se présenterait comme suit

TABLEAU 2.2 : Situation des branches			
SECTEUR PRIMAIRE (Milliards de FCFA)	**2011**	**2012**	**Variation en (%)**
Secteur primaire (i)	459,6	480,7	4,6
Agriculture	338,5	349,7	3,3
Elevage	87,7	93,5	6,7
Forêt, pêche	33,5	37,5	11,8

Au niveau de la branche "Agriculture", la production des cultures vivrières augmenterait de 2,0% et la production des cultures de rente serait en hausse de 20,6%, le coton enregistrant une hausse de 41,3%.

La production des différentes cultures se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.3 : Production du secteur primaire			
PRODUCTION VIVRIERE (Milliers de Tonnes)			
	2011	**2012**	**Variation en (%)**
MANIOC	998,5	1018,5	2,0
IGNAME	727,8	742,3	2,0
MAIS	650,8	663,9	2,0
MIL ET SORGHO	293,6	299,5	2,0
HARICOTS	76,5	78,0	2,0
ARACHIDE	47,4	48,3	2,0
RIZ PADDY	112,2	114,5	2,0
AUTRES	1485,2	1514,9	2,0
TOTAL	4392,0	4479,8	2,0

PRODUCTION DE RENTE (Milliers de Tonnes)			
	2011	**2012**	**Variation en (%)**
CAFE	10,4	12,8	22,8
CACAO	12,0	6,5	-45,8
COTON	80,0	113,0	41,3
PALMISTE	43,5	46,1	6,0
AUTRES	11,6	11,6	0,0
TOTAL	157,5	190,0	20,6

La contribution du secteur primaire à la croissance serait de 1,8% en 2012 contre 1,9% en 2011.

La VA du secteur secondaire progresserait de 13,9% contre une hausse de 4,5% en 2011. La normalisation de la fourniture d'électricité (la hausse de 9,0% de la consommation d'énergie électrique moyenne tension indique une activité soutenue au niveau des industries manufacturières) et l'optimisme des chefs d'entreprise expliquent pour l'essentiel cette évolution du taux de croissance.

La situation des différentes branches se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.4 : Secteur secondaire			
SECTEUR SECONDAIRE (Milliards de FCFA)	**2011**	**2012**	**Variation en (%)**
Secteur secondaire (ii)	229,7	261,5	13,9
Industries extractives	35,1	46,5	32,4
Industries manufacturières	112,6	121,1	7,6
Electricité, Eau et Gaz	26,8	27,5	2,6
BTP	55,2	66,4	20,3

La situation des productions des industries extractives se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.5 : Production secteur secondaire (en Millions de tonnes)			
	2011	**2012**	**Variation en (%)**
PHOSPHATE	0,87	1,30	50,2
CLINKER	1,20	1,34	11,8
CIMENT	1,47	1,54	5,0

La contribution du secteur secondaire à la croissance en 2012 serait de 2,7% contre 0,9% en 2011.

Le secteur tertiaire marchand augmenterait de 5,4% contre 1,0% en 2011. Les chapitres **« Commerce », « Banques, Assurances »** et **«Transport, Entrepôts et Communications »** seraient en hausse respectivement de 4,1%, 5,6% et 3,0%. Ces performances des services seraient en relation avec la progression des crédits à l'économie et l'évolution de l'activité au niveau du Port Autonome de Lomé et de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema de Lomé.

La situation des différentes branches se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.6 : Situation des branches			
SECTEUR TERTIAIRE (Milliards de FCFA)	**2011**	**2012**	**Variation en (%)**
Secteur tertiaire (iii)	281,4	296,5	5,4
Commerce	99,1	103,2	4,1
Transport, Entrepôts et Communications	83,4	85,9	3,0
Banques, Assurances	24,1	25,5	5,6
Autres services marchands	74,7	81,9	9,6
Prod imp services bancaires	-38,3	-40,4	5,5
VAB BRANCHES NON MARCHANDES (v)	118,3	119,3	0,8
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	90,0	93,9	4,3
Droits et taxes à l'importation (DTI hors TVA)	55,4	52,0	-6,1

La VA des branches non marchandes augmenterait de 0,8%, une hausse impulsée par les **« Services domestiques »**, les « **loyers imputés »** et les **« services publics »** en augmentation respectivement de 1,2%, 2,9% et 0,2%.

La contribution du secteur tertiaire marchand à la croissance en 2012 serait de 1,3% contre 0,2% en 2011.

La contribution des différentes composantes du PIB réel à la croissance en 2012 se présenterait comme suit :

TABLEAU 2.7 : Contributions à la croissance			
CONTRIBUTION A LA CROISSANCE	**2010**	**2011**	**2012**
Secteur primaire (i)	0,9	1,9	1,8
Secteur secondaire (ii)	1,1	0,9	2,7
Secteur tertiaire (iii)	0,9	0,2	1,3
Prod imp services bancaires	-0,3	-0,2	-0,2
VAB BRANCHES NON MARCHANDES (v)	0,1	0,1	0,1
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	1,0	1,2	0,3
Droits et taxes à l'importation (DTI hors TVA)	0,4	0,7	-0,3
Produit Intérieur Brut (PIB)	4,0	4,9	5,6
Cohérence	0,0	0,0	0,0

Le PIB nominal en 2012 se situerait à 1.878,1 milliards de FCFA, en hausse de 7,7%. L'indice du déflateur du PIB progresserait de 2,0%.

Le PIB nominal par habitant passerait de 273.815,1 FCFA en 2011 à 286.832,1 FCFA en 2012.

I.1.3. L'équilibre ressources-emplois

En 2011, la demande intérieure représentait 116,0% du PIB contre 116,8% en 2010. La consommation privée a représenté 84,8% du PIB en 2011 contre 85,8% en 2010. La part de la consommation publique qui était de 12,1% en 2010 est de 11,8% en 2011. Le taux d'investissement est passé de 18,9% en 2010 à 19,4% en 2011. La propension moyenne à exporter les biens et services est restée stable en 2011 et se chiffre à 40,9%. La propension moyenne à importer les biens et services a enregistré un léger recul, passant de 57,6% en 2010 à 56,9% en 2011.

TABLEAU 2.8 : Equilibre ressources-emplois

EQUILIBRE RESSOURCES - EMPLOIS (% PIB)	2010	2011	2012
Consommation finale	97,9	96,6	95,5
Privée	85,8	84,8	83,6
Publique	12,1	11,8	11,9
Formation brute de capital fixe	18,0	17,7	20,0
Privé	10,1	9,3	9,9
Publique	7,9	8,3	10,1
Variation des stocks	0,9	1,8	-0,1
Exportations de biens et services	40,9	40,9	42,9
Importations de biens et services	57,6	56,9	58,3
Demande intérieure	116,8	116,0	115,4
Investissements	18,9	19,4	19,8

En 2012, la demande intérieure représenterait 115,4% du PIB contre 116,0% en 2011. La consommation privée représenterait 83,6% contre 84,8% en 2011. La part de la consommation publique augmenterait et passerait de 11,8% en 2011 à 11,9% en 2012. Le taux d'investissement passerait de 19,4% en 2011 à 19,8% en 2012 en raison de la forte progression des dépenses publiques d'investissement. La propension moyenne à exporter les biens et services passerait de 40,9% en 2011 à 42,9% en 2012. Ces données sont respectivement de 56,9% et 58,3% pour la propension moyenne à importer.

TABLEAU 2.9 : Contributions des emplois du PIB à la croissance			
CONTRIBUTION A LA CROISSANCE	**2010**	**2011**	**2012**
PIB aux prix du marché	4,0	4,9	5,6
Importations de b. et s. nettes	-5,3	-5,0	19,4
Consommation finale	6,2	7,4	-16,8
Privée	6,4	8,0	-17,7
Publique	-0,2	-0,6	0,9
Formation brute de capital fixe	3,2	2,1	3,8
Privé	0,2	0,1	1,5
Publique	3,0	2,0	2,3
Variation des stocks	-0,1	0,4	-0,8
Cohérence	4,0	4,9	5,6

I.2. Prix et inflation

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) base 100 en 2008 s'établit au quatrième trimestre 2011 à 108,5 contre 109,2 au troisième trimestre 2011, soit une baisse de 0,6%. L'IHPC s'établit en décembre 2011 à 109,9, en hausse de 1,5% par rapport au mois correspondant de l'année 2010.

La moyenne des indices du quatrième trimestre 2011 est en hausse de 2,4% par rapport au quatrième trimestre 2010. Cette évolution provient de l'augmentation des prix au niveau de toutes les fonctions à l'exception de ***«Produits alimentaires et boissons non alcoolisées»*** et ***«Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants»*** qui ont régressé respectivement de 0,4% et 4,0%.

Les douze fonctions de l'indice ont évolué comme suit :

- ***Produits alimentaires et boissons non alcoolisées***[2] : -0,4%
- **Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants** : -4,0%
- **Articles d'habillement et chaussures** : 2,3%
- **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** : 4,8%
- **Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer** : 5,0%
- **Santé** : 2,0%

[2] Les prix moyens du maïs séché en grains crus vendu au grand bol, du sorgho et du mil en grains crus vendus au petit bol au cours de l'année de 2011 sont respectivement de 189 F/kg, 240 F/kg et 276 F/kg, en variation de +9,1%, +4,2% et -3,2% par rapport à l'année 2010. Les prix moyens du riz local longs grains, du riz importé longs grains et du riz importé brisé vendus au petit bol sont respectivement de 483 F/kg, 492 F/kg et 470 F/kg, en variation respectivement de +1,4%, +0,6% et -2,4%. Les prix moyens du doèvi fumé et du doèvi séché ont augmenté respectivement de 3,5% et 9,9% par rapport à 2010. Les prix moyens de l'huile de palme traditionnelle (Zomi) et de l'huile végétale (Nioto) ont varié respectivement de -0,1% et +15,4% par rapport à 2010.

- **Transports** : 1,0%
- **Communications** : 1,5%
- **Loisirs et culture** : 2,0%
- **Enseignement** : 1,3%
- **Restaurants et hôtels** : 4,8%
- **Biens et services divers** : 8,9%.

Le sous-indice du groupe ***«Produits alimentaires»*** (avec une pondération de 27,79%) a baissé de 0,5% alors que le groupe ***«Boissons non alcoolisées»*** a augmenté de 1,7% avec une pondération de 0,88%. Au niveau du groupe ***« Produits alimentaires »***, les sous-groupes ***«Pain et céréales»***, ***«viande»***, ***«Poissons et fruits de mer»*** et ***«Tubercules et plantains»*** ont progressé respectivement de 0,5%, 4,6%, 3,6% et 0,1%. Les autres sous-groupes ***«Huiles et graisses»***, ***«Légumes»***, et ***«Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a»*** ont diminué respectivement de 1,3%, 7,8% et 4,0%.

La moyenne de l'IHPC de l'année 2011 se chiffre à 109,0 contre 105,2 en 2010, soit une hausse de 3,6%. Cette progression résulte essentiellement de la hausse des prix observée au niveau des fonctions ***«Produits alimentaires et boissons non alcoolisées»***, ***«Logement, eau, gaz, électricité, et autres combustibles»***, ***«Transports»*** et ***«Restaurants et hôtels»*** pour respectivement 1,2%, 5,8%, 5,2% et 5,8%.

Les douze fonctions ont évolué comme suit :

- ***Produits alimentaires et boissons non alcoolisées*** : 1,2%
- **Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants** : -2,3%
- **Articles d'habillement et chaussures** : 1,6%
- **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** : 5,8%
- **Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer** : 5,1%
- **Santé**[3] : 3,5%
- **Transports**[4] : 5,2%
- **Communications** : 3,6%

[3] Les prix moyens de l'alcool à 95°, des médicaments anti-bactériens, des médicaments anti-viraux et des médicaments cardiovasculaires (tension) s'établissent respectivement à 325 F, 5.055 F, 8.199 F et 15.596 F, en baisse respectivement de 9,0%, 2,0%, 0,3% et 0,8% par rapport à l'année 2010 tandis que ceux des médicaments contre les vers, des médicaments anti-protozoaires et des médicaments immunologiques ont augmenté respectivement de 1,1%, 4,5% et 0,3%. Les prix moyens de consultation chez un médecin généraliste, un gynécologue obstétricien et un chirurgien-dentiste sont respectivement de 3.267 F, 5.117 F et 4.900 F, en progression de 0,8%, 0,3% et 0,8% par rapport à 2010.

[4] Les coûts de transport du taxi-moto zémidjan, du taxi de ville, du transport inter-urbain en minibus Lomé-Aného, Lomé-Kara, Lomé-Sokodé et Lomé-Kpalimé ont augmenté respectivement de 4,7%, 5,1%, 0,2%, 1,7%, 1,1% et 0,9% par rapport à l'année 2010 pour s'établir respectivement à 262 F, 489 F, 850 F, 5550 F, 4750 F et 1800 F en 2011.

- **Loisirs et culture** : 2,8%
- **Enseignement** : 1,1%
- **Restaurants et hôtels** : 5,8%
- **Biens et services divers** : 6,0%.

Le sous-indice du groupe ***«Produits alimentaires»*** (avec une pondération de 27,79%) a augmenté de 1,1% tandis que le groupe ***«Boissons non alcoolisées»*** a augmenté de 2,5% avec une pondération de 0,88%. Au niveau du groupe ***«Produits alimentaires»***, les sous-groupes ***«Pain et céréales»***, ***«Viande»***, ***«Poissons et fruits de mer»*** et ***«Huiles et graisses»*** ont augmenté respectivement de 2,7%, 2,6%, 12,4% et 6,0%. Les autres sous-groupes ***«Légumes»***, ***«Tubercules et plantains»*** et ***«Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a»*** ont régressé respectivement de 11,3%, 1,0% et 8,1%.

I.3. Pluviométrie

Au cours du quatrième trimestre 2011, la pluviométrie moyenne relevée par la Direction de la Météorologie Nationale est de 184,7 mm en 15 jours contre 229,3 mm en 21 jours au quatrième trimestre 2010, enregistrant une baisse de 19,4% pour la quantité. Les pluies ont été moins abondantes et inégalement réparties au cours du trimestre sous revue.

La situation par station se présente comme suit :

- Lomé : 202,3 mm, soit une variation de -15,4% ;
- Tabligbo : 302,7 mm, soit une variation de -9,2% ;
- Atakpamé : 283,0 mm, soit une variation de -9,0% ;
- Kouma-Konda : 295,4 mm, soit une variation de -37,8% ;
- Sotouboua : 115,0 mm, soit une variation de -40,1% ;
- Sokodé : 149,2 mm, soit une variation de +43,7% ;
- Kara : 206,1 mm, soit une variation de +35,2% ;
- Niamtougou : 112,8 mm, soit une variation de -62,1% ;
- Mango : 119,8 mm, soit une variation de +28,8% ;
- Dapaong : 61,1 mm, soit une variation de -35,8%.

Sur les douze mois de l'année 2011, la pluviométrie moyenne relevée sur les dix stations est de 1.198,8 mm en 100 jours contre 1.352,9 mm en 117 jours au cours des quatre trimestres de 2010, soit une baisse de 11,4% pour la quantité.

La situation par station se présente comme suit :

- Lomé : 889,1 mm, soit une variation de -37,5% ;
- Tabligbo : 1.197,2 mm, soit une variation de -9,1% ;
- Atakpamé : 1.620,3 mm, soit une variation de +7,8% ;
- Kouma-Konda : 1.559,5 mm, soit une variation de +10,2% ;
- Sotouboua : 1.156,2 mm, soit une variation de -24,6% ;
- Sokodé : 1.232,0 mm, soit une variation de -8,4% ;
- Kara : 1.207,6 mm, soit une variation de -23,0% ;
- Niamtougou : 1.079,3 mm, soit une variation de -23,9% ;
- Mango : 945,8 mm, soit une variation de -5,7% ;
- Dapaong : 1.100,5 mm, soit une variation de +9,9%.

II. FINANCES PUBLIQUES

Les opérations financières de l'Etat au titre de l'année 2011 présentent les évolutions suivantes par rapport à 2010 :

- Une progression de 11,7% des recettes totales et dons ;
- Une hausse de 18,7% des dépenses totales et prêts nets ;
- Un solde global hors dons, base ordonnancements de -104,3 milliards de FCFA contre -57,6 milliards de FCFA en 2010.

II.1. Recettes et dons

Les recettes fiscales sont en hausse de 18,1% par rapport à 2010 et s'établissent à 291,4 milliards de FCFA, évolution impulsée par les **"taxes sur les biens et services",** les **"impôts sur les revenus et bénéfices"** et les **"impôts sur le commerce extérieur",** qui augmentent respectivement de 20,0%, 16,0% et 15,9%.

Les **"taxes sur les biens et services"** progressent de 20,0% et s'établissent à 158,3 milliards de FCFA sous l'impulsion de la **"TVA",** en hausse de 22,7% et qui se chiffre à 134,0 milliards de FCFA.

Les recettes non fiscales enregistrent une baisse de 49,9% et se chiffrent à 25,1 milliards de FCFA en 2011 contre 50,2 milliards de FCFA un an plus tôt.

Les dons sont de 84,6 milliards de FCFA contre 62,3 milliards de FCFA en 2010 et sont constitués essentiellement de dons en capital qui progressent de 73,2%.

II.2. Dépenses et prêts nets

Les dépenses courantes s'établissent à 276,2 milliards de FCFA enregistrant une hausse de 19,6% par rapport à 2010. Cette évolution est impulsée par les **"transferts et subventions"** et les **"Salaires et traitements"** en progression respectivement de 38,6% et 26,7%.

Les dépenses en capital sont en hausse de 16,7% et s'établissent à 144,2 milliards de FCFA. Cette hausse est portée par les dépenses en capital sur financement interne en progression de 47,5% par rapport à 2010.

II.3. Soldes et financement

Le **"solde global hors dons base ordonnancements"** et le **"solde global"** (dons inclus) sont respectivement de -104,3 milliards de FCFA et -19,7 milliards de FCFA contre respectivement -57,6 milliards de FCFA et 4,7 milliards de FCFA au titre de l'année 2010.

Avec la variation des arriérés de paiements de -2,5 milliards de FCFA, le solde global base caisse (dons inclus) est de -22,2 milliards de FCFA contre -41,0 milliards de FCFA un an plus tôt.

III. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

III.1. Commerce extérieur

Les échanges commerciaux au cours de l'année 2011 comparés à l'année 2010 sont caractérisés par une progression des exportations et des importations en valeur et une réduction du déficit commercial.

III.1.1. Exportations

Au titre de l'année 2011, les exportations s'élèvent à 408,9 milliards de FCFA pour une quantité de 1.916.279,7 tonnes contre 330,7 milliards de FCFA pour une quantité de 2.547.973,4 tonnes en 2010, soit un accroissement de 23,7% en valeur et un recul de 24,8% en quantité.

En 2011, le chapitre « coton » est le premier produit d'exportation du Togo avec une valeur de 128,4 milliards de FCFA pour une quantité de 144.000,9 tonnes, soit une part relative de 31,4% de la valeur totale des exportations contre respectivement 71,0 milliards de FCFA, 105.075,0 tonnes et 21,5% en 2010.

Le chapitre « sel ; soufre ; terres et pierres ; plâtres, chaux et ciments » est le deuxième produit d'exportation du Togo avec 77,9 milliards de FCFA pour 1.332.342,8 tonnes contre respectivement 81,5 milliards de FCFA et 2.063.295,8 tonnes en 2010.

Le chapitre « matières plastiques et ouvrages en ces matières » est le troisième produit d'exportation avec 30,5 milliards de FCFA pour une quantité de 35.031,0 tonnes contre respectivement 22,8 milliards de FCFA et 28.929,7 tonnes en 2010.

Au titre de l'année 2011, la Chine est le premier client du Togo avec 51,2 milliards de FCFA pour une quantité de 84.353,9 tonnes contre 28,0 milliards de FCFA pour une quantité de 49.440,6 tonnes en 2010. Elle est suivie du Burkina Faso avec 47,1 milliards de FCFA pour une quantité de 442.454,5 tonnes contre respectivement 38,1 milliards de FCFA et 427.457,5 tonnes un an plus tôt. Le Bénin est le troisième client du Togo avec 45,7 milliards de FCFA pour une quantité de 223.394,3 tonnes contre respectivement 44,3 milliards de FCFA et 169.493,9 tonnes.

Les exportations togolaises vers les Etats membres de l'UEMOA s'établissent à 159,3 milliards de FCFA en 2011 contre 130,6 milliards de FCFA en 2010 pour des quantités respectives de 1.050.324,6 tonnes et 876.642,1 tonnes.

Le Burkina Faso, le Bénin et le Niger sont respectivement premier, deuxième et troisième clients UEMOA du Togo. Les exportations vers ces trois pays sont respectivement de 47,1 milliards de FCFA, 45,7 milliards de FCFA et 35,6 milliards de FCFA.

Le Togo a exporté pour une valeur totale de 208,7 milliards de FCFA vers les Etats de la CEDEAO et une quantité de 1.431.615,6 tonnes contre respectivement 182,0 milliards de FCFA et 1.412.218,5 tonnes un an auparavant.

III.1.2. Importations

Les importations c.a.f. du Togo au cours de l'année 2011 ont progressé de 15,8% en valeur par rapport à l'année 2010 et se chiffrent à 570,7 milliards de FCFA contre 492,8 milliards de FCFA un an plus tôt. Le poids des importations togolaises s'élèvent à 2.707.994,8 tonnes en 2011 contre 2.248.225,5 tonnes en 2010.

Le chapitre « combustibles minéraux ; huiles, cires minérales ; matières bitumineuses » est le premier produit d'importation avec 88,2 milliards de FCFA, en hausse de 28,1% par rapport à l'année 2010.

Le chapitre « sel ; soufre ; terres et pierres ; plâtres, chaux et ciments » vient en deuxième position des importations togolaises avec une valeur de 52,0 milliards de FCFA pour une quantité de 1.513.634,4 tonnes contre respectivement 41,5 milliards de FCFA et 1.148.718,3 tonnes.

Le chapitre « voitures, automobiles et autres véhicules terrestres ; parties, accessoires » est le troisième produit d'importation avec une valeur de 49,6 milliards de FCFA, soit 8,7% de la valeur totale des importations contre respectivement 38,3 milliards de FCFA et 7,8% un an plus tôt.

Du côté des fournisseurs, la Chine est le premier fournisseur du Togo avec 103,1 milliards de FCFA, soit une progression de 28,6% par rapport à l'année 2010 pour une part relative de 18,1% de la valeur des importations contre 16,3% en 2010. Elle est suivie de la France avec 76,9 milliards de FCFA pour une quantité de 100.249,6 tonnes, soit 13,5% de la valeur totale des importations contre respectivement 86,5 milliards de FCFA, 71.249,7 tonnes et 17,5% en 2010.

La Belgique est le troisième fournisseur du Togo avec 30,8 milliards de FCFA et 46.043,3 tonnes contre respectivement 36,3 milliards de FCFA et 42.001,2 tonnes un an plus tôt.

Les importations du Togo en provenance des Etats de l'UEMOA au cours de l'année 2011 sont de 27,5 milliards de FCFA, en recul de 15,6% par rapport à l'année 2010. Cette régression s'explique par la baisse en valeur des importations togolaises en provenance de tous les Etats de l'Union à l'exception du Bénin.

La Côte d'Ivoire et le Sénégal sont respectivement premier et deuxième fournisseurs du Togo avec respectivement 14,0 milliards de FCFA et 5,0 milliards de FCFA contre respectivement 15,9 milliards de FCFA et 5,5 milliards de FCFA en 2010.

Au niveau de la CEDEAO, les importations ont reculé de 1,2% en se fixant à 54,6 milliards de FCFA au cours de l'année 2011. Le Ghana est le premier fournisseur du Togo dans la Communauté pour une valeur de 18,6 milliards de FCFA contre 17,2 milliards de FCFA en 2010.

III.1.3. Balance commerciale

Le déficit commercial du Togo avec l'ensemble des pays partenaires au titre de l'année 2011 s'établit à 161,8 milliards de FCFA contre 162,1 milliards de FCFA en 2010.

La balance excédentaire de 98,0 milliards de FCFA en 2010 avec les pays de l'UEMOA passe à 131,8 milliards de FCFA en 2011.

L'excédent commercial avec les pays de la CEDEAO en 2011 s'établit à 154,1 milliards de FCFA contre 126,7 milliards de FCFA en 2010.

III.2. Balance des paiements

III.2.1. Réalisations de la balance des paiements 2010

En 2010, les transactions extérieures du Togo se sont soldées par un excédent de 36,5 milliards de FCFA contre 5,0 milliards de FCFA en 2009. Cette évolution résulte d'une aggravation de 15,5 milliards de FCFA du déficit courant et d'une hausse de 44,2 milliards de FCFA de l'excédent des flux nets de capitaux.

III.2.1.1. Balance courante

Le compte des transactions courantes s'est soldé en 2010 par un déficit de 98,9 milliards de FCFA en aggravation de 18,6% par rapport aux 83,4 milliards de FCFA de 2009. Cette évolution résulte d'une dégradation des soldes des biens, des services et des revenus atténuée par une amélioration du solde des transferts courants.

Le solde des échanges de biens entre le Togo et le reste du monde s'établit en 2010 à -225,0 milliards de FCFA en dégradation de 15,6% par rapport aux -194,6 milliards de FCFA de l'année 2009. Cette évolution résulte d'une hausse de 14,1% des importations plus forte que celle de 13,4% des exportations. L'augmentation des importations est impulsée essentiellement par la progression des achats de biens de consommation suite au renchérissement des denrées alimentaires. Quant aux exportations, leur hausse est favorisée surtout par celle des ventes de produits agricoles de rente, de ciment, des produits chimiques, des machines et des matériels de transport.

La balance des services ressort déficitaire de 38,5 milliards de FCFA, en quasi-stabilité par rapport à l'année précédente, sous l'effet conjugué de l'amélioration de 14,7% du solde des transports et de la dégradation de 51,2% des autres services.

Le déficit de la **balance des revenus** s'établit à 11,6 milliards de FCFA, en aggravation de 29,3% par rapport aux 9,0 milliards de FCFA enregistrés une année plus tôt. Cette évolution est imputable principalement à la détérioration de 14,1% du solde des revenus du travail consécutive à la hausse des paiements effectués par les compagnies aériennes résidentes au titre des salaires du personnel naviguant non-résident notamment les pilotes.

Quant aux **transferts courants nets**, ils ont atteint 176,2 milliards de FCFA contre 158,5 milliards de FCFA en 2009, en progression de 11,2% grâce aux hausses respectives de 29,9% et 12,7% des dons courants mobilisés auprès des partenaires au développement et des envois de fonds des travailleurs migrants.

III.2.1.2. Compte de capital et d'opérations financières

Le compte de capital et d'opérations financières affiche en 2010, un solde excédentaire de 130,0 milliards de FCFA, en amélioration de 51,4% par rapport aux 85,9 milliards de FCFA enregistrés en 2009.

Le compte de capital a enregistré en 2010, un excédent de 687,5 milliards de FCFA contre 63,8 milliards de FCFA en 2009, soit une amélioration de 977,2% en liaison surtout avec les remises de dette d'un montant de 642,5 milliards de FCFA accordées au Togo par ses créanciers bilatéraux et multilatéraux suite à l'atteinte du point d'achèvement au titre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés.

Le compte des opérations financières s'est soldé en 2010 par un déficit de 557,5 milliards de FCFA contre un excédent de 22,0 milliards de FCFA en 2009 en liaison avec la comptabilisation de la contrepartie des remises de dette d'un montant

global de 642,5 milliards de FCFA obtenues par le Togo. Hors remises de dette, ces flux nets se situent à 85,0 milliards de FCFA en 2010 contre 22,0 milliards de FCFA en 2009. Cet excédent résulte de :

- flux excédentaires d'investissements directs pour 24,1 milliards de FCFA, induits principalement par les souscriptions des non-résidents au capital social des entités résidentes dans les secteurs bancaire et de transport aérien ainsi que par les avances de fonds reçues des investisseurs non-résidents par le secteur des télécommunications dans le cadre des paiements des redevances au titre du renouvellement de licence de téléphonie mobile ;
- flux déficitaires d'investissements de portefeuille pour 3,8 milliards de FCFA, suite notamment aux remboursements aux non-résidents d'obligations émises sur le marché des titres publics de l'UEMOA par le Trésor togolais et le secteur de l'énergie électrique ;
- flux excédentaires des autres investissements pour 64,8 milliards de FCFA, en liaison notamment avec la hausse des prêts accordés par les non-résidents à l'Administration publique et la baisse des dépôts des résidents à l'extérieur.

Les capitaux monétaires dégagent ainsi en 2010, un excédent de 36,5 milliards de FCFA contre 5,0 milliards de FCFA en 2009, résultant des hausses respectives de 36,2 milliards de FCFA et 0,3 milliard de FCFA des avoirs extérieurs nets de la BCEAO et des banques de dépôt.

III.2.2. Estimations de la balance des paiements 2011

La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2011, un solde excédentaire de 31,7 milliards de FCFA résultant d'un déficit courant de 111,3 milliards de FCFA et d'un excédent de flux nets de capitaux de 143,0 milliards de FCFA.

III.2.2.1. Balance courante

Le déficit courant s'accroîtrait de 12,4 milliards de FCFA par rapport à l'année 2010 en raison notamment de la dégradation des balances des biens et des services.

La détérioration de 9,4 milliards de FCFA de la balance des biens serait consécutive à la hausse de 47,1 milliards de FCFA des importations plus forte que celle de 37,6 milliards de FCFA des exportations.

La hausse des importations de biens serait due principalement :

- au renchérissement des produits pétroliers sur les marchés internationaux. Le cours moyen du baril de pétrole brut s'établirait à 97,6 dollars US en 2011 contre 95,8 dollars en 2010 ;
- à l'accroissement des achats de biens intermédiaires dans le cadre notamment de la poursuite du programme de réhabilitation des infrastructures routières ;
- à la hausse des achats de biens d'équipement surtout dans le cadre :

- ✓ de la modernisation des équipements du Port Autonome de Lomé (PAL), principalement, la construction d'un troisième quai et d'une nouvelle darse;
- ✓ de la rénovation partielle des équipements de production de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) ;
- ✓ de la mise en place des équipements de production des sociétés SCANTOGO-MINES et POMAR-TOGO respectivement dans les filières « clinker » et « marbre ».

La balance des services se dégraderait de 6,8 milliards de FCFA suite à l'accroissement de 3,3 milliards de FCFA du coût du fret consécutif à la hausse des importations de biens et à l'aggravation de 8,9 milliards de FCFA du solde des autres services. L'évolution du solde des autres services serait induite, notamment, par la hausse des importations de services d'ingénierie et de bâtiments et travaux publics dans le cadre du programme de réhabilitation et de modernisation des infrastructures routières et portuaires.

Le déficit des revenus se réduirait de 1,4 milliard de FCFA par rapport à 2010 suite notamment à l'allègement de dette obtenu en décembre 2010 après l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés.

Le solde excédentaire des transferts courants s'établirait à 178,6 milliards de FCFA en 2011, en progression de 2,4 milliards de FCFA par rapport au niveau de l'année 2010.

Dans ce contexte, le solde courant hors dons de la balance des paiements rapporté au PIB courant se situerait à -9,6% comme en 2010.

III.2.2.2. Compte de capital et d'opérations financières

Le solde du compte de capital et d'opérations financières ressortirait à 143,0 milliards de FCFA en 2011, en amélioration de 13,0 milliards de FCFA par rapport aux 130,0 milliards de FCFA de 2010.

Cette évolution résulterait essentiellement de :

- la hausse de 6,6 milliards de FCFA des investissements directs étrangers en liaison avec des investissements dans les secteurs portuaire et des industries extractives ;
- l'accroissement de 21,9 milliards de FCFA des investissements de portefeuille sous l'effet conjugué du remboursement des bons et obligations et de l'émission de l'emprunt obligataire 2011 - 2016 auquel les non-résidents ont souscrit pour 25,8 milliards de FCFA;
- la diminution de 24,5 milliards de FCFA des flux nets des autres investissements (hors remise de dette) suite principalement à la baisse de 19,4 milliards de FCFA des tirages de l'administration publique sur ressources extérieures.

TABLEAU 3.1 : Balance des paiements (en milliards de FCFA)			
	2009	**2010**	**2011**
BALANCE COMMERCIALE	**-194,6**	**-225,0**	**-234,4**
Exportations Biens (fob)	426,4	483,5	521,1
Importations Biens (fob)	-621,0	-708,4	-755,5
Services nets	**-38,3**	**-38,5**	**-45,3**
Revenus nets	**-9,0**	**-11,6**	**-10,2**
Transferts courants	158,5	176,2	178,6
BALANCE COURANTE	**-83,4**	**-98,9**	**-111,3**
Compte de capital et d'opérations financières	**85,9**	**130,0**	**143,0**
Compte de capital	63,8	687,5	57,2
Compte des opérations financières	22,0	-557,5	85,8
Solde global	**5,0**	**36,5**	**31,7**

Source : BCEAO

IV. SECTEUR MONÉTAIRE

La situation monétaire intégrée à fin décembre 2011 par rapport à fin décembre 2010 est caractérisée par une progression des avoirs extérieurs nets (AEN), du crédit intérieur et de la masse monétaire respectivement de 12,2%, 21,6% et 15,9%.

IV.1. Avoirs extérieurs nets

A fin décembre 2011, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires du Togo sont évalués à 291,1 milliards de FCFA dont 200,2 milliards de FCFA pour la Banque Centrale et 90,9 milliards de FCFA pour les banques commerciales.

Comparativement au niveau de décembre 2010, les AEN ont progressé de 12,2% en relation avec la hausse respective de 6,8 et 24,9 milliards de FCFA des AEN de la Banque Centrale et des banques commerciales.

IV.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur a augmenté de 21,6% et s'établit à 605,0 milliards de FCFA à fin décembre 2011, en liaison avec la hausse de 147,3 milliards de FCFA des crédits à l'économie et l'amélioration de 39,8 milliards de FCFA de la Position Nette du Gouvernement.

IV.2.1. Position nette du gouvernement

En passant de 138,8 milliards de FCFA en décembre 2010 à 98,9 milliards de FCFA un an plus tard, la PNG s'est améliorée de 28,7%.

IV.2.2. Crédits à l'économie

Les crédits à l'économie ont augmenté de 41,0% pour se fixer à 506,0 milliards de FCFA à fin décembre 2011. Cette hausse résulte d'une augmentation de 46,8% des crédits à court terme et de 33,7% des crédits à long et moyen terme qui ont atteint respectivement 296, 8 milliards de FCFA et 209,3 milliards de FCFA.

IV.3. Masse monétaire

La masse monétaire est passée de 717,0 milliards de FCFA à fin décembre 2010 à 831,3 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit une progression de 15,9%.

Cette hausse se retrouve au niveau des dépôts en CCP et des dépôts en banques qui augmentent respectivement de 14,2% et 19,5% pour s'établir respectivement à 8,9 milliards de FCFA et 628,6 milliards de FCFA à fin décembre 2011. La circulation fiduciaire, est en hausse de 10,5 milliards de FCFA.

L'accroissement des dépôts en banques provient des dépôts des particuliers et entreprises privées et des dépôts des organismes publics qui ont progressé respectivement de 18,2% et 32,5% par rapport à fin décembre 2010.

V. DETTE PUBLIQUE

L'encours de la dette publique totale (intérieure et extérieure) est passé de 733,2 milliards de FCFA à fin décembre 2010 à 778,0 milliards de FCFA à fin décembre 2011 enregistrant une hausse de 6,1%.

V.1. Dette extérieure

Au terme de l'année 2011, l'encours de la dette extérieure totale se chiffre à 248,1 milliards de FCFA contre 260,3 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une diminution de 4,7%. Cette baisse résulte des paiements et des allègements.

L'encours de la dette multilatérale se chiffre à 176,5 milliards de FCFA à fin décembre 2011 contre 177,0 milliards de FCFA au 31 décembre 2010, soit une régression de 0,3%.

Les arriérés de paiements du principal et des intérêts s'élèvent à 0,3 milliard de FCFA et 0,6 milliard de FCFA contre respectivement 0,9 milliard de FCFA et 0,6 milliard de FCFA à fin décembre 2010.

Pour les opérations en cours, le montant des remboursements est de 4,9 milliards de FCFA dont 3,8 milliards de FCFA au titre du principal et 1,1 milliard de FCFA au titre des intérêts contre respectivement 16,7 milliards de FCFA, 13,1 milliards de FCFA et 3,6 milliards de FCFA à fin décembre 2010. Le montant des engagements et des tirages s'élèvent respectivement à 61,4 milliards de FCFA et 15,1 milliards de FCFA contre respectivement 28,9 milliards de FCFA et 22,0 milliards de FCFA à fin décembre 2010.

L'encours de la dette bilatérale a régressé de 21,8% par rapport à fin décembre 2010 et se chiffre à 40,6 milliards de FCFA, soit une diminution de 11,3 milliards de FCFA.

A fin décembre 2011, le montant des arriérés du principal et celui des intérêts se chiffrent respectivement à 3,3 milliards de FCFA et 0,0 milliard de FCFA contre 1,2 milliard de FCFA et 0,1 milliard de FCFA à fin décembre 2010.

Au cours de la période sous revue, il n'y a eu ni nouvel engagement, ni rééchelonnement, ni annulation. Les tirages s'élèvent à 0,8 milliard de FCFA. Les engagements, les tirages, les rééchelonnements et les annulations se sont chiffrés respectivement à 6,9 milliards de FCFA, 0,6 milliard de FCFA, 5,4 milliards de FCFA et 11,4 milliards de FCFA à fin décembre 2010. Le montant total acquitté est de 0,8 milliard de FCFA dont 0,6 milliard de FCFA au titre du principal et 0,2 milliard de FCFA au titre des intérêts. A fin décembre 2010, un montant de 0,3 milliard de FCFA a été acquitté au titre des intérêts.

L'encours de la dette éligible au Club de Paris s'élève à 11,5 milliards de FCFA contre 16,3 milliards de FCFA à fin décembre 2010, soit une baisse de 29,8%.

Le Togo n'a enregistré ni d'arriérés du principal ni d'arriérés des intérêts tout comme au 31 décembre 2010.

L'encours de la dette due aux créanciers du Club de Londres a diminué de 0,3 milliard de FCFA par rapport à fin décembre 2010 et se chiffre à 31,1 milliards de FCFA.

V.2. Dette intérieure

L'encours de la dette intérieure, à fin décembre 2011, s'élève à 529,9 milliards de FCFA contre 472,9 milliards de FCFA à fin décembre 2010, soit une hausse de 12,1%.

VI. ANALYSE DES CRITERES DU PACTE DE CONVERGENCE, DE STABILITE, DE CROISSANCE ET DE SOLIDARITE

Le pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA comporte huit (08) critères répartis en critères de premier rang et en critères de deuxième rang.

Les critères de premier rang

- Ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (critère-clé) : il devrait être supérieur ou égal à 0%.
- Taux d'inflation annuel moyen : il devrait être maintenu à 3% au maximum par an.
- Ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal: il ne devrait pas excéder 70%.
- Arriérés de paiements intérieurs et extérieurs : non-accumulation d'arriérés sur la gestion de la période courante.

Le respect des critères de premier rang permet de passer à la phase de stabilité.

Les critères de deuxième rang

- Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales : il ne devrait pas excéder 35%.
- Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales : il devrait atteindre au moins 20%.
- Ratio du déficit extérieur courant hors dons par rapport au PIB nominal : il ne devrait pas excéder 5%.
- Taux de pression fiscale : il devrait être supérieur ou égal à 17%.

VI.1. Critères de premier rang

VI.1.1. Solde budgétaire de base rapporté au PIB

Le ratio est passé de -1,3% en 2009 à 1,3% en 2010 et se situe à -1,6% en 2011. La détérioration du critère en 2009 et en 2011 s'explique par une augmentation des dépenses de base. Cette évolution des dépenses de base est essentiellement imputable à la progression des dépenses en capital financées sur ressources internes et reflète l'option choisie par le Gouvernement de mettre en œuvre une politique de reconstruction des infrastructures du pays.

VI.1.2. Taux d'inflation moyen

Le taux d'inflation moyen est passé de 1,9% en 2009 à 1,4% en 2010 et s'établit à 3,6% en 2011. Ce résultat est imputable essentiellement à la hausse des prix au niveau des sous indices « transports », « restaurants et hôtels » et « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ».

VI.1.3. Ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal

Le taux d'endettement est passé de 86,2% en 2009 à 47,1% en 2010 et s'établit à 46,4% en 2011.

VI.1.4. Non accumulation d'arriérés de paiements sur la période de la gestion courante

La variation des arriérés de paiements est passée de -10,3 milliards de FCFA en 2009 à -45,7 milliards de FCFA en 2010 et est de -1,5 milliards de FCFA en 2011.

VI.2. Critères de deuxième rang

VI.2.1. Masse salariale sur recettes fiscales

Le ratio passe de 41,2% en 2009 à 33,5% en 2010 et se situe à 35,9% en 2011. Cette évolution reflète l'impact des mesures d'atténuation de la hausse des prix en faveur des travailleurs.

VI.2.2. Investissements financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales

Le ratio passe de 16,5% en 2009 à 18,7% en 2010 et se situe à 23,4% en 2011 et reflète la politique volontariste d'investissements du Gouvernement.

VI.2.3. Solde extérieur courant hors dons sur PIB

Le ratio passe de -8,2% en 2009 à -9,5% en 2010 et serait de -9,2% en 2011.

VI.2.4. Taux de pression fiscale

Le taux de pression fiscale passe de 15,3% en 2009 à 15,7% en 2010 et est de 16,7% en 2011. Cette évolution reflète l'effet combiné des réformes mises en œuvre au niveau des régies financières et de la croissance économique que le Togo a connue en 2011.

Critères	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Critères de premier rang							
Solde budgétaire de base / PIB	-0,6	-0,9	-0,7	-1,3	1,3	-1,6	-3,6
Taux d'inflation annuel moyen	2,2	0,9	8,7	1,9	1,4	3,6	2,0
Encours dette intérieure et extérieure / PIB	94,3	96,2	82,4	86,2	47,1	46,4	44,7
Variation d'arriérés de paiements	46,4	10,2	-424,5	-10,3	-45,7	-1,5	-17,0
Intérieurs	38,4	1,5	0,0	-11,6	-45,7	0,0	-17,0
Échéances courantes	20,5	0,7	0,0	26,6	17,4	0,0	0,0
Stock antérieur	17,9	0,7	0,0	-38,2	-63,0	0,0	-17,0
Extérieurs intérêts	8,4	8,7	0,3	-0,1	0,0	-0,1	0,0
Échéances courantes	8,9	8,8	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
Stock antérieur	-0,5	0,0	0,0	-0,3	0,0	-0,1	0,0
Extérieurs principal	-0,5	0,0	-424,8	1,4	0,0	-1,4	0,0
Échéances courantes	0,0	0,0	0,5	2,1	0,0	0,0	0,0
Stock antérieur	-0,5	0,0	-425,3	-0,7	0,0	-1,4	0,0
Critères de deuxième rang							
Masse salariale / recettes fiscales	33,1	32,8	33,3	41,2	33,5	35,9	35,7
Investissements financés sur ressources internes / recettes fiscales	3,6	7,1	12,9	16,5	18,7	23,4	35,1
Solde extérieur courant hors dons officiels / PIB	-16,6	-9,9	-8,6	-8,2	-9,5	-9,2	-8,9
Taux de pression fiscale	15,4	16,1	14,9	15,3	15,7	16,7	16,2

En 2011, deux critères de premier rang (encours de la dette publique intérieure et extérieure rapportée au PIB et la non accumulation d'arriérés de paiements sur la période de la gestion courante) et un critère de second rang (ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales) ont été respectés.

CONCLUSION

La conjoncture mondiale, au cours de l'année 2011, est marquée par le ralentissement de la croissance mondiale en liaison avec les incertitudes sur la dette souveraine de certains pays développés, assouplissement de la politique monétaire de la Banque Centrale. Au Togo, la situation macroéconomique s'améliore graduellement.

Toutefois, le taux de croissance du PIB demeure encore relativement faible eu égard aux objectifs de réduction de la pauvreté, malgré les résultats encourageants enregistrés notamment au niveau de l'industrie extractive, les cultures de rente notamment le coton et les BTP. Il est important que le Togo poursuive les efforts de mobilisation des ressources internes et mette en place un ensemble de mesures destinées à limiter les effets néfastes des différents chocs externes, qui peuvent potentiellement annihiler les efforts de redressement économique et social déployés par le Gouvernement notamment en matière de lutte contre la pauvreté.